



Direction Générale Adjointe  
Aménagement, Cadre de Vie et Patrimoine  
☎ 02.38.79.58.00

#### **ARRETE TEMPORAIRE N°2025-304**

prolongeant l'arrêté n°2025-282 du 28 novembre 2025 portant réglementation de la circulation  
et du stationnement afin de permettre des travaux d'enfouissement des réseaux  
carrefour formé par la rue Croix Baudu et la rue des Chaises

Le Maire de la Ville de Saint Jean de la Ruelle,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**VU** le code de la route,

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié par le décret  
n° 2010-578 du 31 mai 2010,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 4<sup>ème</sup> partie – signalisation de prescription),  
approuvée par l'arrêté du 24 novembre 1967, modifié le 7 juin 1977 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire),  
approuvée par l'arrêté du 15 juillet 1974 modifié le 6 novembre 1992 relatif à la signalisation des routes et  
autoroutes,

**VU** l'arrêté municipal n°2025-282 du 28 novembre 2025 portant réglementation de la circulation et du  
stationnement, du 6 décembre 2025 au 19 décembre 2025, afin de permettre des travaux d'enfouissement des  
réseaux au carrefour formé par la rue Croix Baudu et la rue des Chaises,

**VU** la demande de prolongation en date du 17 décembre 2025 présentée par l'entreprise EUROVIA CENTRE pour  
permettre le raccordement des concessionnaires,

**VU** l'avis de Monsieur le Responsable du Pôle Territorial Nord-Ouest d'Orléans-Métropole,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de prendre des mesures provisoires de circulation et de stationnement afin que ces  
travaux se déroulent dans les meilleures conditions de sécurité,

#### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°2025-282 du 28 novembre 2025 est prolongé comme suit : entre le 20 décembre 2025 et le  
30 avril 2026, la circulation au droit du carrefour formé entre la rue Croix Baudu et la rue des Chaises sera  
réglementée ainsi :

- La vitesse de tout type de véhicule sera limitée à 30 km/h sur la zone des travaux ;
- La chaussée sera rétrécie ponctuellement. La circulation des véhicules s'effectuera, si nécessaire, sur un couloir  
unique de la chaussée et pourra être réglementée manuellement ou par feux tricolores de chantier ;
- Le stationnement des véhicules au droit des travaux sera considéré comme gênant conformément à l'article  
R 417.10 alinéa 1 du Code de la Route et, à ce titre, passible de la mise en fourrière sur l'ordre des Services de  
Police ;
- Les piétons devront si nécessaire emprunter le trottoir opposé.

**ARTICLE 2 :** Les signalisations réglementaires seront mises en place par l'entreprise pour être visibles de jour comme  
de nuit.

**ARTICLE 3 :** Les infractions au présent arrêté, seront constatées au moyen de procès-verbaux, dressés par tout agent  
de l'autorité ayant qualité à cet effet et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur. Les véhicules en  
infraction aux dispositions du présent arrêté pourront être mis en fourrière aux frais exclusifs du contrevenant dès  
lors que la signalisation interdisant le stationnement est en place.

**ARTICLE 4 :** L'entreprise sera responsable de la bonne tenue de propreté des voiries existantes. Un nettoyage manuel  
ou par auto-laveuse devra être assuré à tout moment sur ordre du Pôle Territorial Nord-Ouest d'Orléans-Métropole.

**ARTICLE 5 :** Le pétitionnaire prendra toutes précautions utiles pour assurer la sécurité des usagers pendant la durée du chantier. Avant tout commencement des travaux, il devra notamment consulter l'ensemble des concessionnaires de réseaux souterrains existants.

**ARTICLE 6 :** Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions faites par le technicien du Pôle Territorial Nord-Ouest d'Orléans-Métropole.

**ARTICLE 7 :** Les droits des tiers sont et demeurent réservés, notamment ceux dont pourrait se prévaloir la commune.

**ARTICLE 8 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale du Loiret,
- Monsieur le Directeur Départemental d'Incendie et des Secours du Loiret,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la ville,
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur de Keolis,
- Monsieur le Responsable du Pôle Territorial Nord-Ouest,
- Entreprise EUROVIA CENTRE LOIRE.

Fait à Saint Jean de la Ruelle, le 17 décembre 2025

Pour le Maire et par délégation,  
Le Directeur Général Adjoint  
de l'Aménagement et Cadre de Vie et du Patrimoine



Fabien GUERIN

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif d'Orléans par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://telerecours.fr>, et ce, dans le délai de deux mois à compter de sa publication,
- Informe que dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, que cette démarche interrompt le délai de recours contentieux qui recommencera à courir, soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.